Méfiance entre les alliés. Les relations Napoléon-Godoy (1801-1807)

Emilio La Parra López

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1656>

DOI : 10.4000/ahrf.1656

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 19-35

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Emilio La Parra López, « Méfiance entre les alliés. Les relations Napoléon-Godoy (1801-1807) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 336 | avril-juin 2004, mis en ligne le 15 juillet 2007, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1656> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1656>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Méfiance entre les alliés. Les relations Napoléon-Godoy (1801-1807)

Emilio La Parra López

- 1 Napoléon et Godoy furent réciproquement peu généreux dans l'analyse de leur trajectoire politique à la fin de leur vie. Dans le but de justifier leur rôle lors des événements de 1808, chacun d'eux censura sévèrement l'autre, mais de façon différente, correspondant à celle qui les caractérisa tout au long de l'époque de leur splendeur et de leur pouvoir. Dans le *Mémorial de Saint-Hélène*, Napoléon ne s'occupa guère de Godoy et fit référence à lui sur un ton méprisant. Dans ses *Memorias*, Godoy mit Napoléon au centre de son discours et, malgré la dureté de son jugement sur sa personne et son œuvre politique, il ne le méprisa jamais. Bien au contraire, il eut toujours à son égard un sentiment mêlé d'admiration et de crainte.
- 2 Dans ses conversations avec Las Cases, Napoléon présente Godoy comme un personnage ambitieux, intrigant et lâche, auquel il attribue la plus grande responsabilité dans le désastre que connut l'Espagne. Il fut égoïste et prêt à tout, même contre les intérêts de la monarchie espagnole, pour se maintenir au pouvoir et sauver ses richesses¹, mais son erreur la plus grave fut d'avoir essayé d'usurper la souveraineté royale. En affirmant que Godoy gouverna « aveuglement » comme un « véritable roi »², Napoléon faisait peser la plus haute disqualification politique sur celui qui s'était toujours vanté d'avoir été un ami intime de Charles IV et son plus fidèle serviteur. Godoy obtint ainsi le mépris des Espagnols et la ruine de la nation, constatation qu'utilisait en particulier Napoléon pour justifier son intervention en Espagne : « La nation méprisait son gouvernement ; elle appelait à grands cris une régénération »³.
- 3 Ce jugement ne fut pas isolé. Quelques années auparavant, lorsqu'il maintenait encore sa domination sur l'Europe, Napoléon exposa presque littéralement les mêmes opinions dans ses confidences à Caulaincourt. Pour lui, Godoy fût « lâche conseiller, vil citoyen, [...] ne pensa qu'à lui » ; il soulignait les effets négatifs de son ambition tout en l'accusant d'avoir trahi l'alliance entre les deux pays en maintenant des contacts

permanents avec l'Angleterre, où il disposait d'importants fonds économiques et où il pensait se retirer au cas où sa situation en Espagne serait en danger. De façon directe, exacte et sincère, il résuma ses relations avec Godoy en affirmant qu'ils avaient toujours essayé de se tromper mutuellement⁴.

- 4 Ces opinions, émises après 1808, sont très conditionnées par l'effet causé à Napoléon par le manifeste publié par Godoy le 6 octobre 1806, quelques jours avant la bataille de Iéna. À cette occasion, Godoy demanda aux Espagnols d'accroître leurs forces militaires pour qu'elles « *sirvan y defiendan a su patria todo el tiempo que duren las urgencias actuales* »⁵. Le texte était ambigu et ne désignait pas l'ennemi. Mais en général, il fut interprété comme une réaction contre la France. Napoléon en était convaincu et il le considéra presque comme une déclaration de guerre, en plus d'une attaque directe et inattendue contre sa personne⁶. L'empereur utilisa l'affaire à l'avenir comme un argument fondamental contre Godoy et comme une justification de sa décision de changer la dynastie royale espagnole. Il dit à Las Cases : « L'Espagne, quand elle m'avait cru en péril, l'Espagne, quand elle me sût aux prises à Iéna, m'avait à peu près déclaré la guerre [...] Je crus nécessaire, trop légèrement peut-être, de changer sa dynastie »⁷. Il tint les mêmes propos à Caulaincourt, mais cette fois, de façon plus explicite. Les relations avec l'Espagne ont été satisfaisantes - affirma-t-il - à cause de la faiblesse de son roi et de l'intérêt de Godoy de se maintenir au pouvoir, mais lorsque celui-ci considéra que l'opposition des Espagnols le mettait en danger, il décida de se sauver en agissant contre la France. Ainsi donc - dit Napoléon avec une grande cruauté - Godoy a été le plus fatal à l'Espagne la seule fois où il a essayé de montrer de l'énergie ; tout le temps il a exercé le pouvoir avec faiblesse et déshonneur pour son roi. Enfin, en voulant continuer à être le favori du roi, il a sacrifié l'Espagne. L'empereur ne s'en tint pas là et, poussant son avantage, il ajouta que le pays s'était sacrifié à son tour en essayant de se venger de son funeste gouverneur. Napoléon expliquait cette interprétation originale de la réaction espagnole de 1808 comme suit : les Espagnols voulaient seulement en finir avec Godoy, mais une fois prisonnier, dans l'attente du jugement, Murat le libéra et l'envoya en France. Ils crurent alors que l'empereur protégeait Godoy et lui déclarèrent la guerre⁸.
- 5 Cette image complètement négative d'un homme auquel on ne reconnaît aucune qualité en tant que personne et homme politique et qu'on rend responsable au dernier degré du renversement de la dynastie espagnole et du déclenchement de la guerre, n'était pas seulement le produit de l'aveuglement de Napoléon pour justifier son intervention militaire en Espagne, qu'il considérait lui-même comme une erreur grave. Peu après les abdications de Bayonne, quand il pensait encore que l'Espagne serait un objectif facile et qu'il n'avait donc besoin d'aucune justification, l'empereur affirma que Godoy ne devait pas être objet d'inquiétude car « c'est un homme de peu de conséquence »⁹. Avant 1808 son opinion sur Godoy ne changea pas.
- 6 Au début du Consulat, Bonaparte eut plusieurs gestes d'amitié envers la monarchie espagnole afin de changer la mauvaise image laissée par le Directoire par ses ingérences dans les affaires internes et ses exigences intolérables en matière de politique extérieure. Le Premier Consul savait très bien que Godoy était le conseiller principal du roi et de la reine et que son influence grandissait de jour en jour et, malgré tout, il réagit de la façon suivante au conseil de son frère Lucien, ambassadeur en Espagne, d'envoyer à Godoy un portrait orné de diamants : « Je n'enverrai jamais mon portrait à un homme qui tient son prédécesseur au cachot et qui emploie les moyens de

l'Inquisition. Je puis m'en servir, mais je ne lui dois que du mépris »¹⁰. Les années suivantes, il manifesta plusieurs fois à ses ambassadeurs à Madrid son inquiétude en ce qui concernait le pouvoir grandissant de Godoy¹¹ et il accumula progressivement des plaintes contre lui sur sa façon de mener les relations entre l'Espagne et la France. Godoy, à son tour, se sentit asphyxié par les demandes continues d'aides militaires et économiques en provenance de la France et tant qu'il le put, il essaya de les éviter. Il répondit au mépris du Premier Consul sur un ton déplaisant et hautain, qui ne fit qu'augmenter la méfiance entre eux, méfiance qui persista toujours.

- 7 Godoy ne fut jamais convaincu de la solidité du pouvoir du Premier Consul. Il reconnut ses succès sur les champs de bataille hors de France, mais se laissant aller à une fausse impression en raison d'informations douteuses, il attribua à l'opposition interne française plus de capacité qu'elle n'eût jamais et comme Charles IV, il rêva - après Brumaire - d'une restauration rapide d'un membre de la maison de Bourbon sur le trône en France¹². En outre, il prétendit se situer sur un plan d'égalité avec le Premier Consul. C'est en vertu de cela qu'il osa le défier en 1801-1803. Sans compter sur son approbation, il mit fin à la guerre avec le Portugal en 1801 par un traité (signé à Badajoz par lui et Lucien Bonaparte), ce qui provoqua la colère du Premier Consul : il n'avait pas reçu son approbation et ne s'ajustait pas à ses plans. Faute d'une vision réaliste, Godoy crut que l'Espagne pouvait assumer le rôle d'arbitre dans les affaires internationales et il essaya de former avec la Russie et la Prusse une sorte de « ligue des neutres » destinée à contrecarrer l'influence de la France et de l'Angleterre en Europe. De tels essais, utilisés auparavant, furent un véritable échec et, cependant, il entama des conversations privées avec l'Angleterre afin d'arriver à un accord partiel qui doterait l'Espagne d'une puissance pour contrecarrer les exigences continues de la France en matière militaire et financière. Sur ce point, la déception fut aussi complète et, malgré cela, après la rupture du traité d'Amiens en 1803, Godoy prétendit, une fois de plus, maintenir la neutralité face à la guerre entre la France et l'Angleterre et utilisa pour cela le double jeu qu'il aimait tant à l'époque : à travers des intermédiaires qualifiés, il promit au Premier Consul la signature d'un accord économique (Traité de Subsidies) qui consistait à payer six millions de livres par mois pendant la période de guerre, mais sous prétexte qu'il ne s'occupait pas lui-même de l'affaire, il en différa la signature et quand il dut la matérialiser, il n'abonna aucun des paiements convenus. Entre temps, il mit au courant sans détours l'ambassadeur britannique en Espagne, John H. Frere, des accords financiers en cours avec la France.
- 8 L'effet causé par tous ces faits sur Bonaparte fut néfaste, mais comme celui-ci était encore convaincu de l'utilité de l'Espagne, il ne pensa jamais à rompre l'alliance, mais plutôt à éloigner du pouvoir celui qu'il considérait comme responsable de cette politique, et dans l'été 1803 il lança une attaque directe contre Godoy. Tandis qu'il menaçait Charles IV d'une déclaration de guerre si l'Espagne ne s'alignait pas sans aucune réticence sur la France, il dépêcha à la cour espagnole François-Antoine Herman, ex-secrétaire général de l'ambassade de France à Madrid, avec une lettre personnelle pour Charles IV dans laquelle il proférait les plus graves accusations contre Godoy et demandait sa révocation de toute responsabilité politique. En plus de protester contre les intrigues de Godoy avec l'Angleterre, le Premier Consul l'accusait d'usurper de fait le trône (textuellement, il dénonçait au roi « l'espèce de détrônement où le Prince de la Paix se plaît à représenter V. M. devant tous les gouvernements ») et de mener l'Espagne à la ruine, en spécifiant que lorsque ceci se produirait, Godoy se retirerait à Londres avec son immense fortune déposée là-bas¹³. Ce sont les mêmes

accusations lancées plus tard, qui montrent l'enracinement de cette opinion chez Bonaparte. L'attaque, malgré sa vigueur, n'eut aucun effet. Le roi et la reine connaissaient mieux que personne les intentions de Godoy, parce qu'il se limitait à suivre ponctuellement leurs recommandations. De son côté, Godoy fut diplomatiquement habile et il sut esquiver le danger. Cependant, l'incident démontra clairement l'attitude hostile du Premier Consul envers le responsable direct de la politique espagnole.

- 9 La méfiance caractérisa de même l'attitude de Godoy face à son rival. Comme il allait de soi, dans ses *Memorias* publiés en 1836, il essaie de prendre ses distances le plus possible et, bien qu'il le traite avec sévérité dans toute l'œuvre, il fait la différence – comme il le faisait dans l'exercice du pouvoir – entre le Premier Consul et l'empereur. Le Premier Consul est présenté comme un homme hautain, inconstant dans ses idées, velléitaire dans ses projets, ambigu dans les affaires et ayant recours à tout pour triompher, mais la censure n'est pas sévère¹⁴. Avec l'empereur, il est plus rigoureux. Sur la base de sa manière de concevoir la monarchie traditionnelle, héréditaire, Godoy disqualifie l'institution de l'Empire. Napoléon fut « *un monarca nuevo, y por así decirlo de un día, no bien asegurado sobre un trono recompuesto de improviso* »¹⁵. À la différence de la monarchie historique de Charles IV, l'Empire français fut « *producto eventual de la guerra obstinada que aún sufrió la República cuando la Revolución hizo alto y tendió a conciliarse la amistad de los demás Gobiernos* ». Napoléon, en conséquence, ne fut pas un véritable monarque, mais un « *poderoso dictador* » qui, grâce à la trahison et à la duperie, construisit son domaine « *sobre el llanto y la turbación de cien millones de habitantes* ». Il y eut toujours des lamentations partout où il passa, car « *lo que quitó a la Francia en derechos, en garantías y en libertades públicas, mal podría darlo al extranjero* ». Après ces considérations, très conditionnées par l'époque où Godoy écrit ce texte, il présente le portrait suivant de Napoléon, plus en accord avec l'image qu'il eut toujours de lui : « *Del emperador Napoleón [...] se dirá que pasó como un gran meteoro, luminoso y sangriento, masa informe y ardiente de los elementos todos del bien y el mal reunidos ; se dirá de él que fue un aborto y un portento de los siglos, un hombre prodigioso, con medios y poder para haber hecho la restauración del mundo entero; pero que erró su vocación, que malogró su encargo y no dejó en pos suyo sino largos desastres, el humo de su gloria y la triste convicción, peor que todo, de que jamás la especie humana hará mejores sus destinos* »¹⁶. Ce jugement dichotomique, produit du mélange des considérations politiques et des aspects personnels, manifeste que Napoléon fut toujours la source permanente de contradictions pour Godoy.
- 10 L'irruption de Bonaparte au premier plan de la politique française après le 18 Brumaire eut des conséquences positives immédiates pour Godoy à titre personnel¹⁷. Cet événement fit disparaître d'un coup le régime qui avait provoqué sa révocation du gouvernement, puisque Charles IV, à cause des pressions du Directoire, s'était vu obligé en mars 1798 de relever Godoy de ses fonctions de secrétaire d'État. Ce fut un coup dur pour lui, parce que, tout en gardant la confiance des monarques, il fut écarté de la scène politique et dut souffrir les affronts continus de Mariano Luis de Urquijo, son successeur au secrétariat d'État et ennemi personnel. La politique suivie par Urquijo ne convenait cependant pas à Bonaparte et celui-ci fit pression sur Charles IV pour qu'il l'écartât du gouvernement, ce qui se produisit en décembre 1800. Si l'influence du Premier Consul ne fut pas la seule raison de la chute d'Urquijo, elle fut en tout cas déterminante. Urquijo fut remplacé au secrétariat d'État par Pedro Cevallos, parent de Godoy et, à ce moment, soumis à ses recommandations. Ainsi donc, la montée au

pouvoir de Bonaparte facilita à Godoy la récupération de son influence directe sur le gouvernement tandis que ses ennemis la perdaient complètement.

- 11 Les effets bénéfiques pour Godoy n'en furent pas pour autant réduits. Le Premier Consul ne tarda pas à décider la guerre avec le Portugal et signa un accord avec l'Espagne pour lutter à ses côtés. Cet accord établit que Godoy serait le général en chef des troupes alliées. La campagne militaire (connue comme « *Guerra de las Naranjas* ») fut résolue en deux semaines, entre mai et juin 1801, et se déroula sans grande résistance de la part des Portugais. Godoy, qui avait habilement pris l'initiative des opérations militaires sans compter sur l'armée française, présenta la victoire comme un succès personnel. Grâce à cette victoire, il obtint de Charles IV la permanence de son poste de général en chef de l'armée et le 4 octobre 1801 il fut nommé généralissime (« *Generalísimo* ») de toutes les troupes, sur mer et sur terre, de la monarchie espagnole.
- 12 Sa nomination de généralissime donnait à Godoy une situation excellente dans la monarchie. Au moment de son retour au premier plan de la politique, après la chute d'Urquijo, il était capitaine général de l'armée et grand d'Espagne ; il possédait les plus hautes décorations espagnoles et par son titre de prince se distinguait des autres courtisans¹⁸, et jouissait surtout plus que quiconque des faveurs royales. Il était donc au-dessus de tous les sujets du roi d'Espagne et, compte tenu de sa position et de ses mérites, il considéra qu'un ministère n'était pas suffisant. Il devait occuper un poste spécial dans la monarchie, ce qui fut le cas quand il fut nommé généralissime. Cette charge lui permettait d'exercer la plus haute autorité dans toutes les affaires, et non seulement dans les affaires militaires. Sans faire partie du gouvernement, il était donc libéré des tâches bureaucratiques propres aux ministres, qui passaient à son service en tant qu'auxiliaires, ce qui est parfaitement lisible dans la correspondance privée entre Godoy et les monarques et se vérifie dans la pratique politique. Dans de telles conditions, le pouvoir de Godoy se situant seulement sous celui du roi, ses décisions étaient de fait « *como si el rey las diese* », comme on peut le lire dans le décret de nomination comme généralissime, sur lequel nous reviendrons immédiatement.
- 13 Il ne semble pas suffisant de se limiter à l'ambition personnelle démesurée - comme le maintient l'interprétation historiographique la plus courante - pour expliquer la création d'un nouveau poste qui introduisait une grande nouveauté dans l'ordonnance de la monarchie espagnole, et qui comme on pouvait s'y attendre, suscita toutes sortes de réticences entre les courtisans et les milieux les plus influents. Cette décision répondait avant tout à un projet politique élaboré conjointement entre le roi, la reine et Godoy afin de renforcer la monarchie et de la situer sur un plan international digne d'elle-même. L'Espagne venait de traverser une profonde crise dans tous les domaines depuis les années 1780 et de nombreuses voix réclamaient une « régénération » - c'est le mot employé - qui devrait aller plus loin que la politique réformatrice propre au despotisme éclairé. En outre, la commotion suivant la Révolution française avait accentué cette crise, en particulier parce qu'elle exigeait de l'Espagne un effort de guerre permanent et parce qu'elle mettait en danger non seulement le maintien de l'empire américain mais encore la survivance de la propre institution monarchique. Ceci inquiéta énormément Charles IV, au point que tous ses actes furent orientés pour préserver la monarchie comme institution et sauvegarder son intégrité territoriale. Face aux attentes concernant l'ordre international suscitées en 1801 par l'importance grandissante de Bonaparte, Charles IV pensa qu'il fallait à présent introduire des

changements pour adapter sa monarchie à la nouvelle situation sans altérer son essence. Bonaparte offrit précisément le modèle à suivre.

- 14 Dans ses rapports sur le début du Consulat, l'ambassadeur d'Espagne à Paris mesurait l'importance de la nouvelle Constitution (celle de l'an VIII), dont la principale vertu, signalait-il, était le renforcement du pouvoir exécutif¹⁹. Le titre IV, consacré au gouvernement, donnait au Premier Consul « des fonctions et des attributions particulières », quelques-unes spécifiées à l'article 41. Si l'on en croit l'explication donnée par Godoy lui-même dans une brochure publiée en 1846 pour justifier sa nomination comme généralissime, Charles IV aurait essayé quelque chose de semblable en créant le poste de généralissime. Il y affirme que le poste fut créé pour renforcer la monarchie espagnole selon la procédure utilisée par Bonaparte en France. Ainsi, comme Bonaparte - argumente-t-il - reconcentra sur lui toute la force de la Révolution pour obtenir la pacification interne et la soumission de l'Europe, il était nécessaire qu'en Espagne quelqu'un, un militaire bien sûr, unifie toute la capacité d'action de la monarchie pour la sauver de ses ennemis et éviter surtout de tomber dans les griffes de son puissant voisin²⁰. Dans le système politique espagnol, le secrétaire d'État ne pouvait accomplir cette tâche, car bien qu'il agisse de fait comme chef du gouvernement, il n'avait aucun pouvoir sur l'armée et ses compétences étaient limitées par les autres ministres et les conseils royaux. Une nouvelle figure était donc nécessaire, en marge évidemment du gouvernement et avec un statut qui la situât au-dessus des autres institutions. Godoy se chargea lui-même d'établir ses fonctions. Selon le texte qu'il présenta au roi, et que ce dernier valida par un décret royal sans en changer un seul mot, le généralissime avait le commandement suprême de l'armée, avec toutes les facultés, de sorte que « *ninguno podrá dejar de obedecerme, sea cual fuere su clase, pues mi orden será cual si V.M. en persona la diese* », et en plus, il jouissait du droit de donner son opinion au roi « *en causas militares o en cualesquiera otros asuntos de la monarquía* », sans aucun intermédiaire²¹. Le nouveau poste était l'axe de la monarchie comme le Premier Consul l'était de la république.
- 15 De conjonctures politiques bien différentes et de points de départ diamétralement opposés, mais en parallélisme chronologique étroit, le pouvoir de Bonaparte se renforça en France et celui de Godoy en Espagne. Godoy essaya d'obtenir un bénéfice personnel dans cette circonstance et fit tout son possible pour que Bonaparte s'en rende compte. À la fin de 1801 il chargea José N. de Azara, ambassadeur à Paris, d'exprimer en son nom son admiration envers le Premier Consul, mais aussi de lui communiquer textuellement que lui, Godoy, « *es un hombre que si llega a entablar relaciones con él [Bonaparte] será el único que en Europa podrá encontrar más análogo a su carácter* »²². Quelques mois plus tard, il y revient, cette fois-ci avec une lettre personnelle au Premier Consul. Il se présente obséquieusement comme fidèle allié et souligne sa condition de « *militar situado en el centro de los grandes asuntos de su país* », qui, à la tête de l'administration publique et de l'armée, admire le talent politique et militaire « *del Genio de Francia* »²³.
- 16 Avec une certaine habileté et beaucoup d'opportunisme, Godoy s'attribuait une opinion conforme à l'opinion générale sur Bonaparte à l'époque : un militaire qui, dans une conjoncture délicate pour sa patrie, assume la plus haute responsabilité politique pour la sauver. Face au nouvel homme fort en France, il se présentait d'égal à égal, comme son allié principal, le plus approprié pour collaborer dans la gestion des affaires européennes, convaincu que l'heure était arrivée d'agrandir les deux pays alliés. Mais

ce ne fut qu'une illusion. À la fin de l'année 1801, l'ambassadeur Azara, en termes aussi sanglants que clairs, lança à Godoy l'avis suivant : « *Lo único en que insisto es en la falsa idea que tienen Vms. de este teatro, ni de la altura (por no decir otra cosa) a que ha montado. Toda la Europa se mira aquí como un camino y los tratados ni promesas no nos hacen la más mínima fuerza. De justicia no hay que hablar y la fuerza es la única ley y no hay con qué contrarrestarla en el día* ». La lettre s'achevait par une allusion à la très légère sympathie que Bonaparte avait pour Godoy²⁴.

- 17 D'un seul coup, Azara détruisait les illusions forgées quelques mois auparavant. Godoy, dont les relations personnelles avec le Premier Consul se détérioraient progressivement, ne pouvait prétendre à un traitement d'égal à égal avec lui ; la position de l'Espagne n'était pas commode dans la nouvelle situation européenne. Bonaparte se montra partisan de continuer l'alliance, mais la force étant la seule loi, cela avait peu d'importance. Quelle était donc la solution pour la monarchie espagnole, dans l'impossibilité d'avoir une armée capable d'affronter les forces de l'armée française ? Godoy, qui sur ce point, comme dans toutes les affaires importantes, suivit fidèlement les recommandations de Charles IV, essaya de résoudre la situation en jouant un double jeu, qui consistait à accepter dans la mesure du possible, les exigences françaises sans fermer la porte aux accords avec d'autres puissances européennes. L'alliance convenait à l'Espagne, car, au moins formellement, elle la protégeait de tout acte de force, mais les menaces constantes de Bonaparte démontrèrent qu'il n'y avait aucune garantie dans ce sens et qu'il fallait chercher d'autres solutions. En outre, le manque de considération que le Premier Consul avait envers l'Espagne était de plus en plus évident. Jusqu'en 1808 Napoléon Bonaparte assujettit cette monarchie caduque, comme il l'appelait, aux autres affaires européennes, et il la traita simplement comme auxiliaire circonstancielle, sans montrer de mépris en raison de son utilité dans la guerre maritime avec l'Angleterre, et parce que son empire lui offrait un grand marché et l'argent si nécessaire à l'assainissement monétaire français. En somme, et du point de vue du Premier Consul, l'alliance n'était valable que comme excuse pour demander des bateaux, de l'argent, des hommes ou toute autre aide supplémentaire²⁵. Il ne la considéra jamais cependant comme une sauvegarde de la monarchie et de son territoire, ni comme un instrument pour faciliter l'accomplissement des plans européens de son allié.
- 18 Une fois devenu empereur, Bonaparte ne changea pas son point de vue et la monarchie espagnole, de son côté, n'attendait rien de positif du nouveau régime français qui consolida le pouvoir de l'homme qui avait frustré toutes ses attentes. L'annonce de l'établissement de l'Empire fut reçue avec mauvaise grâce par les souverains espagnols²⁶ et arriva à un moment très délicat pour Godoy. En 1804, la situation interne espagnole s'était visiblement détériorée et l'opposition politique se renforçait peu à peu. La très mauvaise situation économique, qui s'était aggravée cette année-là²⁷, fut bénéfique pour un secteur influent de l'aristocratie qui, autour du prince Fernando, héritier de la couronne, se montrait depuis un certain temps opposé au généralissime et à sa politique d'alliance avec la France. Pour comble, la santé du roi s'aggrava au point que quelques-uns pronostiquèrent un décès imminent. Cela était désastreux pour Godoy, car il savait qu'au moment où le prince Ferdinand accèderait au trône, lui-même perdrait tout, même la vie. En outre, la situation internationale était également défavorable. Après la rupture de la paix d'Amiens, les relations entre l'Espagne et

l'Angleterre s'étaient rompues et les deux pays étaient sur le point d'entrer en guerre, ce qui arriva en décembre 1804.

- 19 Pour faire face à la nouvelle situation, il ne restait à Godoy que Napoléon. De ce dernier il pouvait attendre l'aide militaire et politique pour faire face à l'Angleterre et seulement la garantie de sa sécurité personnelle face à ses ennemis internes. Ainsi donc, il s'employa à recomposer ses relations avec l'empereur. Il devait lui faire comprendre que l'Espagne était disposée à être son alliée fidèle et que lui, personnellement, se mettait à son entière disposition. Pour de tels objectifs, Godoy eut recours, en accord avec le roi et la reine, à la procédure extraordinaire d'envoyer à Paris, en marge de la voie diplomatique, un homme de toute confiance, Eugenio Izquierdo. En plus de le maintenir informé en détail de l'ambiance politique française, pour éviter des surprises comme avait été celle de la proclamation de l'Empire, Izquierdo devait offrir à Napoléon l'image la plus positive possible de Godoy²⁸.
- 20 Il n'était plus question pour Godoy de se présenter sur un plan d'égalité, comme il avait prétendu le faire devant le Premier Consul, mais il fallait implorer la protection de l'empereur et il changea alors complètement son langage. Du ton hautain, il passa à l'adulation et au moment où il croyait obtenir gain de cause, il en arriva à des extrêmes surprenants. À la fin de 1805, par exemple, dans une lettre personnelle adressée à Napoléon et transmise par Izquierdo, il pondère sa grandeur, qu'il estime supérieure à celle de César, Alexandre et Charlemagne, et il s'adresse à lui comme « le Grand Napoléon, le héros qui m'a promis de me défendre contre mes ennemies tant extérieures qu'intérieures »²⁹. Godoy était alors plein d'illusions sur les résultats obtenus par Izquierdo, en particulier avec la promesse d'obtenir le gouvernement d'une partie du royaume du Portugal. Cette possibilité remplissait toutes ses attentes, car elle lui donnait cette sécurité personnelle si souhaitée lorsque Charles IV cesserait de régner et satisfaisait son ambition de gouverner un territoire en tant que souverain. Mais une fois de plus, ce ne fut qu'un rêve, comme l'a qualifié André Fugier. Napoléon n'alla pas au-delà des promesses et ils les accompagna toujours de contreparties territoriales, de toute évidence intolérables pour la monarchie espagnole.
- 21 Malgré les démarches d'Izquierdo, il fut toujours impossible pour Godoy de guetter les plans de Napoléon³⁰ et après la défaite de Trafalgar, ce dernier abandonna ses requêtes, car sans la participation navale, l'alliance avec l'Espagne n'avait plus le même intérêt. Convaincu qu'une relation d'amitié avec l'empereur était impossible et qu'il n'obtiendrait rien de lui, au milieu de l'année 1806 Godoy essaya de profiter du changement de conjoncture internationale produit par la formation de la quatrième coalition et revint à la tactique suivie durant le Consulat. Il reprend à nouveau les négociations avec les pays en guerre contre la France et empêche, tant qu'il le peut, toute demande de collaboration avec l'empereur. Bien que Godoy continue à ordonner à Izquierdo d'être docile face aux autorités impériales, il lance le manifeste du 6 octobre appelant aux armes les Espagnols, manifeste qui provoqua chez Napoléon un effet si néfaste, comme on l'a vu.
- 22 Il faut souligner que le changement tactique de Godoy ne fut pas seulement une décision personnelle. Les monarques espagnols l'y poussèrent, étant eux-mêmes mécontents de l'attitude de Napoléon. À l'été 1806, la reine lui écrivait : « ...si vieras Manuel los temores que tengo de que nos han de haber jugado alguna esos Franceses y que seamos los que peor salgamos [...] He observado que todos los que peor han tratado a los franceses y su Emperador y se han portado como bribones han sacado mejor partido »³¹. Cette

dernière remarque de la reine peut être interprétée comme un encouragement à l'action. Napoléon, cependant, rendit responsable Godoy du manifeste d'octobre et de toutes les entraves aux plans impériaux et lança contre lui les plus sérieux avertissements³², ce qui fit craindre à Godoy que l'empereur n'appuyât ses ennemis internes (le "parti" de l'héritier au trône), chaque fois plus puissants.

- 23 En 1807, l'empereur a perdu toute confiance en Godoy et, par conséquent, également en Charles IV, tandis qu'il permet à l'entourage du prince Ferdinand de croire qu'il peut compter sur son appui. De fait, l'ambassadeur de France à Madrid, François de Beauharnais, eut de fréquents contacts avec le chanoine Escoiquiz, qui élaborait alors un plan concret pour en finir avec l'influence de Godoy³³. En outre, chacun des deux secteurs en lutte pour le pouvoir faisait tout son possible pour s'attirer les bonnes grâces de l'empereur. Bien que de moins en moins convaincu de l'aide que pourrait lui apporter l'empereur, Godoy comptait encore sur son appui au cas où Charles IV cesserait d'être roi d'Espagne et comme l'a affirmé Carlos Seco, il accédait pratiquement sans condition à toutes les exigences en provenance de France³⁴. Le prince Ferdinand, comme preuve de ses bonnes dispositions à l'égard de l'empereur et en guise de garantie pour l'avenir, sollicita la main d'une princesse de la famille impériale, prenant cette initiative sans avoir sollicité du roi son père l'autorisation de rigueur, ce qui était parfaitement contraire au devoir de l'héritier de la couronne. Les deux factions rivales qui se disputaient à la Cour le pouvoir en Espagne faisaient ainsi de Napoléon l'arbitre de la monarchie.
- 24 Si nous prêtons foi aux confidences de Napoléon à Las Cases et à Caulaincourt, sa décision de détrôner les Bourbons fut due à la trahison de Godoy à son égard et à son exécration politique qui poussa les Espagnols à demander la régénération de la monarchie. Cependant, la réalité historique ne correspond pas à l'explication fournie par l'empereur. Après la tempête provoquée par le manifeste de 1806, il ne changea pas de système à l'égard de l'Espagne et il n'existe pas le moindre indice qu'il ait eu l'intention d'en changer. Selon son habitude, Napoléon se désintéressa des affaires espagnoles et ne s'y intéressa de nouveau qu'après la paix de Tilsit (juillet 1807), quand il décida d'annexer le royaume d'Étrurie et de conquérir le Portugal pour attaquer l'Angleterre, et de renforcer le blocus continental. Son intérêt pour l'Espagne se limitait alors à s'assurer de sa fidélité pour pouvoir mettre en œuvre son plan. Sans remettre en question l'alliance, il soumet Godoy à une épreuve et celui-ci y satisfait au mieux. La France annexa l'Étrurie sans aucune protestation de la part de l'Espagne, malgré les efforts considérables qu'elle avait faits quelques années seulement auparavant pour placer sur le trône de ce nouveau royaume la fille des souverains Charles IV et Marie-Louise³⁵. Quant au Portugal, on convint à Fontainebleau d'un traité entièrement favorable à Napoléon qui prévoyait l'intervention conjointe des armées alliées et le passage de troupes françaises par le territoire espagnol, ce qui entraînait la constitution d'un couloir militaire entre les Pyrénées et Lisbonne qui rendait impossible toute manœuvre hostile de l'Espagne.
- 25 Napoléon ne pouvait pas se plaindre, à la fin d'octobre 1807, de la collaboration que lui apportait Godoy. Toutefois, le 27 octobre, le jour même où était conclu le traité de Fontainebleau, on découvrit un complot préparé par le prince Ferdinand et ses partisans les plus proches pour abattre Godoy (ce que l'on connaît sous le nom de conspiration de l'Escorial). Cet événement influera de façon radicale sur l'attitude de Napoléon.

- 26 Le 29 octobre, Charles IV l'informa directement de ce qui était arrivé et le 3 novembre, sans doute sur les conseils de Godoy, il alla plus loin et accusa l'ambassadeur Beauharnais d'avoir pris part aux démarches du prince Ferdinand pour contracter mariage avec une princesse de la famille impériale. Napoléon ne répondit pas directement au roi. Il le fit par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Espagne à Paris, le prince de Masserano. Sur un ton courroucé, il le chargea de communiquer à son souverain que la France n'avait en rien participé aux intrigues du prince Ferdinand, tout en spécifiant : « Dites que dès à présent je prends le prince des Asturies sous ma protection. Que si on le touche si peu que ce soit, ou si l'on insulte mon ambassadeur, ou si l'armée réunie ne part pas immédiatement pour le Portugal conformément à nos conventions, je déclarerai la guerre à l'Espagne, je me mettrai à la tête de mon armée pour l'envahir [...] »³⁶.
- 27 La réponse de Napoléon donna des ailes au parti de Ferdinand qui poursuivit son intense activité contre Godoy et constitua également un grave contretemps pour celui-ci. Godoy y vit la preuve manifeste de l'impossibilité de rétablir ses relations avec l'empereur et ne vit qu'une solution : tenter de connaître ses intentions et s'y opposer éventuellement. Il échoua en cela car il ne put obtenir de Paris des informations sûres, ni de la part d'Izquierdo, ni de Murat avec lequel Godoy maintint alors une correspondance soutenue, dans laquelle il l'interrogeait constamment sur les projets de l'empereur³⁷. Napoléon avait définitivement abandonné Godoy et il en fit de même avec le prince Ferdinand auquel il n'apporta jamais de réponse claire sur ses projets de mariage et en qui il ne vit jamais le futur roi d'Espagne³⁸.
- 28 Les événements de l'Escorial et les nombreuses informations qui lui parvenaient sur les dissensions qui existaient au sein de la Cour de Madrid convainquirent Napoléon que l'heure était arrivée de changer de plan sur l'Espagne. Entre novembre et décembre 1807, il décida de jouer le rôle d'arbitre unique de la monarchie espagnole. Faisant fi des obligations que lui créait l'alliance, et des dispositions du traité de Fontainebleau qu'il se refusa à rendre public, malgré les demandes réitérées de Charles IV, il décida d'agir pour son propre compte. Il ordonna la mise en œuvre des plans militaires de contrôle du nord de l'Espagne et d'occupation de Lisbonne (Junot entra dans la ville le 30 novembre), fit briller parmi les partisans de Ferdinand l'illusion d'un possible appui et entreprit une offensive directe contre Godoy. Non content de le compromettre par de nouvelles demandes d'appui militaire que Godoy n'osa pas refuser, il lança contre lui une campagne de presse. En février et mars 1808, on publia dans le *Moniteur* une série d'articles extrêmement défavorables pour Godoy et, le 8 mars, Napoléon ordonna à son ministre des Affaires Étrangères, Champagny, la rédaction d'une brochure, « qui devra paraître l'œuvre d'un Espagnol, qui sera traduite en espagnol, imprimée et répandue en Espagne ». Cet opuscule devait contenir deux messages. D'une part, souligner l'innocence du prince Ferdinand dans l'affaire de l'Escorial (c'est-à-dire qu'il s'agissait de laisser entendre que le prétendu complot avait été une invention de Godoy, pour calomnier et le prince héritier et l'ambassadeur de France). D'autre part, il s'agissait de ruiner Godoy dans l'opinion, tant sur un plan personnel qu'en tant que gouvernant : « Il faut appuyer sur les dilapidations du prince de la Paix [ordonna l'empereur], sur ses immenses richesses, parler en détail de ses intrigues criminelles avec la reine, d'abord de son métier de favori en titre [...], de ses liaisons avec tous les hommes d'affaires, de la part d'intérêt qu'il prend dans toutes les affaires de l'État, de sa vénalité et de sa corruption, de l'éloignement des grands d'Espagne, de la décadence de ce royaume, de

la nullité qu'il est pour la cause commune, de l'argent qui est appliqué à tout autre chose qu'à entretenir l'armée et la marine [...], de la honte pour l'Espagne de n'être pas maîtresse de Gibraltar [...], des mauvais procédés de l'Espagne avec la France [...] ». Pour l'empereur, tout cela justifiait qu'il ait pris « la précaution » de faire appuyer l'armée qu'il envoyait au Portugal par trois corps d'armée qui le mettraient à l'abri de la mauvaise foi des hommes qui dirigent les affaires d'Espagne³⁹.

- 29 Le message de Napoléon réussit. En mars 1808, l'opinion publique (espagnole et française) attribua à Godoy tous les maux de la monarchie espagnole. On était convaincu que l'affaire de l'Escurial avait été inventée de toute pièce par Godoy qui avait l'intention d'usurper le trône d'Espagne et que les soldats français massés dans la partie septentrionale du royaume avaient pour principale mission d'éviter que ne se réalisent les vues de l'ambitieux favori des souverains, et que les Français n'étaient donc point des envahisseurs, mais des protecteurs des droits légitimes du prince héritier. L'empereur fut informé du succès de la campagne de presse par les observateurs français qui furent alors envoyés en Espagne⁴⁰ et le parti de Ferdinand eut le champ libre pour donner l'assaut définitif contre Godoy, ce qu'il fit le 17 mars à Aranjuez au cours d'un soulèvement, présenté comme le fruit d'une initiative populaire, qui entraîna l'arrestation de Godoy et l'abdication de Charles IV en faveur de son fils Ferdinand.
- 30 Même si, par la suite, l'empereur fit de Godoy le seul responsable de cette situation, ce qui le poussa directement à détrôner les Bourbons d'Espagne fut la crise interne que connut la cour de Madrid qu'il sut encourager et dont il parvint à tirer le meilleur profit. Godoy étant complètement discrédité aux yeux de l'opinion publique et se trouvant entièrement isolé au sein de la cour⁴¹, le prince Ferdinand sortait renforcé de ces événements, mais était incapable - ce que savait parfaitement Napoléon - d'assumer le rôle joué jusque-là par Godoy. L'Espagne se trouvait ainsi plongée dans le chaos et le chemin qui menait à sa domination était grand ouvert. La confusion politique interne conseillait de remettre la couronne à une personne qui jouissait de l'entière confiance de l'empereur, c'est-à-dire l'un de ses frères. La méfiance qu'avait toujours suscitée Godoy et la facilité avec laquelle fut menée la campagne contre lui furent de la plus grande utilité pour Napoléon afin de justifier son changement de plan envers l'Espagne.

NOTES

1. Napoléon remarqua spécialement la prétention de Godoy d'obtenir la souveraineté sur une partie du royaume du Portugal : « Le favori, pour se maintenir dans son poste, aussi bien que pour se mettre à l'abri de la vengeance du fils (la mort du père arrivant), m'offrait, au nom de Charles IV, de faire de concert la conquête du Portugal, se réservant pour lui la souveraineté des Algarves comme asile » (Las Cases, *Le mémorial de Sainte-Hélène*, Paris, Flammarion, 1951, I, p. 732).

2. *Id.*, I, 731.

3. *Id.*, I, 569.

4. Caulaincourt, *Mémoires du général...*, duc de Vicence, Grand Écuyer de l'empereur, Paris, Plon, 1933, II, p. 247.
5. Voir le texte du manifeste du 5 octobre 1806 dans M. Lafuente, *Historia general de España*, Barcelona, Montaner y Simón, 1922, t. 16, pp. 95-96.
6. Sur cette affaire, ainsi que sur les allusions dans les pages suivantes aux actions politiques et personnelles de Godoy, voir E. La Parra, *Manuel Godoy. La aventura del poder*, Barcelona, Tusquets, 2002.
7. Las Cases, *op. cit.*, I, p. 569.
8. Caulaincourt, *op. cit.*, II, pp. 241-247. Napoléon était injuste avec Murat. Ce fut l'empereur lui-même qui ordonna la libération de Godoy et de plus, il écrivait le 16 avril 1808 à Ferdinand : « Les événements d'Aranjuez ont eu lieu. Je ne suis point juge de ce qui s'est passé et de la conduite du prince de la Paix ; mais ce que je sais bien, c'est dangereux pour les rois d'accoutumer les peuples à répandre du sang et à se faire justice eux-mêmes ; je prie Dieu que Votre Altesse Royale n'en fasse pas elle-même un jour l'expérience » (*Correspondance de Napoléon Premier publiée par ordre de l'empereur Napoléon III*, Paris, Plon, 1858-1869, t. 17, p. 10).
9. Lettre à Duroc, 15-7-1808 (*Lettres inédites de Napoléon Premier (an VIII-1815)*, publ. par Léon Lecestre, Paris, Plon, 1897, I, p. 216).
10. Bonaparte à Lucien, 9-4-1801, cit. par A. Fugier, *Napoléon et l'Espagne*, Paris, Alcan, 1930, I, p. 161.
11. *Id.*, pp. 176-77 ; Marqués de Lema, *Antecedents políticos y diplomáticos de los sucesos de 1808*, Madrid, Beltrán, 1912, pp. 378-379.
12. Le premier Juin 1802 Godoy écrivit à la reine : « Muchas voces corren de Francia y temo que el Cónsul acabe pronto su Imperio » (Archivo Histórico Nacional, Madrid (AHN), *Estado*, 2821).
13. A. Fugier, *op. cit.*, I, p. 224 ; L. De Taxonera, *Godoy, Príncipe de la Paz y de Bassano*, Barcelona, Juventud, 1946, pp. 196-197.
14. Príncipe De La Paz, *Memorias*, Madrid, Atlas, BAE, 1965, t. I, p. 286.
15. *Ibid.*, II, p. 70.
16. *Ibid.*, I, p. 287.
17. Malgré les attentes à la cour d'Espagne, il n'en fut pas de même pour les intérêts espagnols. Charles IV crut que Bonaparte mettrait fin au processus révolutionnaire, en finirait avec les dissensions internes en France et obtiendrait la paix en Europe, ce qui faciliterait l'accomplissement des plans internationaux espagnols, consistant, fondamentalement, dans la consolidation de son empire et dans le maintien de son influence sur la péninsule Italique. Voir E. La Parra, « Les changements politiques en Espagne après Brumaire », *Annales historiques de la Révolution française*, 4, 1999, pp. 697-698.
18. Charles IV avait octroyé à Godoy le titre de « *príncipe de la Paz* » en 1795, comme récompense pour la fin de la guerre contre la Convention commencée deux années auparavant. À cette époque, le titre de « *príncipe* » était réservé à l'héritier du trône d'Espagne, qui était le prince des Asturies. Dans le cas de Godoy, cette norme est rompue.
19. Dépêches de l'ambassadeur espagnol à Paris du 17 décembre 1799 et du 11 janvier 1800 (AHN, *Estado*, 3963).
20. M. Godoy, *Un recuerdo histórico del Príncipe de la Paz a los hombres imparciales*, Paris, Tipographie de Lacambre, nd [1846].

21. Le texte manuscrit de Godoy, reproduit littéralement dans le *Real Decreto* du 12-11-1801, se trouve aux Archivo General de Palacio (AGP), Madrid, T. 104, ff. 238-239.
22. Godoy à Azara (14-9-1801), AGP, T. 100, f. 101.
23. Godoy au Premier Consul (23-3-1802), A.N., AF IV, 1679. Le 10 juin suivant Godoy écrit une nouvelle lettre à Bonaparte dans des termes semblables.
24. Azara à Godoy, 21-9-1801 (AGP, T. 100, f. 126).
25. De tels extrêmes sont facilement détectables dans les instructions aux différents ambassadeurs en Espagne et dans la correspondance diplomatique entre le ministère des Affaires étrangères français et le Secrétariat d'État de Charles IV.
26. La première nouvelle de la création de l'Empire fut annoncée par la reine à Godoy sous ces termes : « *Acaba de llegar un extraordinario de París con la noticia de ser ya cuasi Emperador Bonaparte. Ya lo verás todo, pues Cevallos te envía las cartas. Para nosotros es embarazoso, pues nunca podemos ser de los primeros en reconocerle, mucho más siendo a nuestra familia la que le corresponde [el título imperial] [...] De muy mal humor me han puesto estas noticias.* » (Lettre de la reine à Godoy, 9-5-1804, AGP, T. 96). Pedro Cevallos, secrétaire d'Etat, communiquait systématiquement à Godoy la correspondance diplomatique une fois qu'elle avait été examinée par les monarques.
27. La conjoncture économique fut en particulier défavorable en 1804-1805 : les récoltes furent très mauvaises, il y eut une épidémie de fièvre jaune qui affecta une grande partie du territoire et le commerce, déjà très altéré les dernières années, s'en ressentit fortement après la reprise de la guerre avec l'Angleterre. Les prix augmentèrent, plusieurs usines fermèrent, surtout en Catalogne, le nombre de chômeurs augmenta, les plaintes des commerçants furent nombreuses et à Madrid il y eut des manifestations anonymes hostiles à Godoy, bien que peu importantes, mais qui influèrent sur l'opinion publique.
28. Quand Izquierdo arriva à Paris, Godoy lui envoya une lettre en espagnol et en français, au cas où il la montrât à Napoléon, dans laquelle il exprimait sa satisfaction pour le couronnement de l'empereur et où il posait la question d'un changement possible dans l'alliance entre les deux pays (Godoy à Izquierdo, 19-12-1804; AHN, Estado, 2821).
29. Lettre de Godoy à l'empereur, 4-12-1805 (A.N., AF IV 1679).
30. Dans un moment de calme, Godoy avait avoué à la reine, presque désespéré quant au comportement de Napoléon : « *... aquel Hombre está tan lleno de ideas que olvida las cosas hasta en el momento de ejecutarlas, pues sin haber llegado su comisionado trata como de cosa convenida lo que aún no ha manifestado* » (Godoy à la reine, 8-3-1805; AHN, Estado, 2821).
31. La reine à Godoy (14-8-1806 ; AGP, T. 97, f. 58).
32. Voir A. Fugier, *op.cit.* II, pp. 149-155 et J. Pérez De Guzmán Y Gallo, *El Dos de Mayo de 1808 en Madrid*, Madrid, 1908, pp. 53-64.
33. En 1807, Beauharnais avait de fréquents entretiens avec Escoiquiz (voir J. Escoiquiz, *Memorias*, dans *Memorias del tiempo de Fernando VII*, I, Madrid, Atlas, BAE, 1957).
34. C. Seco, « La política exterior de Carlos IV », dans *Historia de España*, J. Ma Jover Zamora (dir.), t. XXI, Madrid, Espasa-Calpe, 1988, p. 712.
35. Sur la création et l'annexion du royaume d'Étrurie, voir J. Berte-Langereau, « L'Espagne et le Royaume d'Étrurie », *Hispania*, 60 (1956), pp. 357-455.
36. Cit. par A. Fugier, *op. cit.*, II, p. 298.
37. Prince Murat, *Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat, 1767-1815*, vol. V, Paris, 1911-12.

38. Selon Caulaincourt, *op. cit.*, II, p. 246, Napoléon n'eut jamais une bonne opinion du prince Ferdinand et ne pensa jamais contracter une alliance familiale avec lui car, contrairement à ce que l'empereur lui-même laissa entendre officiellement à cette époque, il considéra toujours que le Prince s'était déshonoré dans l'affaire de l'Escurial en trahissant son père.

39. Napoléon à Champagny, 8-3-1808, cit par A. Fugier, *op. cit.*, II, pp. 422-424.

40. M. Izquierdo Hernández, « Informes sobre España (Diciembre 1807 a marzo 1808) del gentilhombre Claudio Felipe, conde de Tournon-Simiane al emperador Napoleón I », *Boletín de la Real Academia de la Historia*, T. CXXXVII (1955), pp. 315-357

41. Dans ses Mémoires (Príncipe De La Paz, *op. cit.*, II, p. 24) Godoy se plaint de sa solitude lorsqu'il conseilla aux rois de se déplacer au sud de l'Espagne pour y organiser la résistance à Napoléon.

RÉSUMÉS

Au moment d'analyser sa trajectoire politique, Napoléon résumait ses relations avec Godoy en affirmant qu'ils avaient toujours essayé de se tromper mutuellement. Il parlait rarement de Godoy sur un ton favorable, exprimant toujours son mépris envers lui. Godoy, pourtant, ne méprisa jamais Napoléon et eut à son égard un sentiment mêlé d'admiration et de crainte. Selon l'empereur, en gouvernant aveuglément comme un véritable roi, Godoy obtint le mépris des Espagnols et la ruine de la nation ; c'est par ce constat qu'il justifiait la destitution des Bourbons d'Espagne. L'analyse des relations mutuelles montre que ce qui poussa directement l'empereur à changer la dynastie espagnole fut la crise interne que connut la cour de Madrid par suite des intrigues de l'héritier de la couronne, le prince Fernando, que l'empereur sut encourager et dont il parvint à tirer le meilleur profit.

Mistrust among Allies : the Relationship between Napoleon and Godoy (1801-1807)

When he analysed his political trajectory, Napoleon summed up his relationship with Godoy by claiming that they had always tried to fool each other. He rarely spoke of Godoy in favourable terms and openly despised him. Godoy, however, never despised Napoleon and bore him mixed feelings of admiration and fear. According to the Emperor, by governing blindly like a true king, Godoy earned the contempt of Spaniards and the ruin of the nation : this was sufficient justification for destituting the Spanish Bourbons. An analysis of their mutual relations shows that what directly drove the Emperor to change the Spanish dynasty was the internal court crisis in Madrid resulting from the intrigues of the heir to the throne, Prince Fernando, whom the Emperor encouraged and exploited to his advantage.

INDEX

Mots-clés : Espagne, Godoy, Napoléon, diplomatie hispano-française, crise de 1808

AUTEUR

EMILIO LA PARRA LÓPEZ

Universidad de Alicante, Departamento de Humanidades Contemporáneas